

C O N F I D E N T I E L

RP No 1 / HB



Sofia, le 12 mars 1990

La Bulgarie au bénéfice du doute

Tout a commencé au mois de février au Symposium de Davos lorsque le nouveau Premier Ministre bulgare, Andrei Loukanov, nommé à ce poste la veille de son départ s'est précipité vers ce petit village grison. Les contacts qu'il a pu avoir lui ont permis de convaincre ses interlocuteurs de sa bonne foi, de sa volonté de transformer son pays en une véritable démocratie et d'y introduire une économie de marché.

Les résultats ne se sont pas fait attendre: deux semaines plus tard, Sofia accueillait le Secrétaire d'Etat américain, James Baker, suivi du Vice-Ministre des AE britannique, William Waldgrave, des Ministres des AE portugais et espagnol, du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et du directeur du GATT. Le Vice-Président de la Commission de la Communauté européenne, Martin Bangemann, est attendu le mois prochain.

Ce ballet diplomatique a permis à la Bulgarie de sortir de son isolement, de poser sa candidature au GATT, au FMI, à la Banque mondiale, au Conseil de l'Europe et d'accréditer un Ambassadeur auprès de la CEE. Les relations diplomatiques ont été rétablies avec la Corée du Sud et le seront prochainement avec Israël.

Il n'est en effet pas exagéré d'affirmer que la Bulgarie convainc, en particulier le PM Loukanov qui est bien connu pour ses idées libérales dans les milieux occidentaux.

Et pourtant, si l'on jette un regard sur la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui en Bulgarie, l'on trouve un Gouvernement composé uniquement par des membres du PC, une opposition divisée en plus de 26 partis ou mouvements politiques, un Parlement qui ne parvient pas à fixer une date pour des élections et une situation économique se dégradant de jour en jour faute, en particulier, de la promulgation, toujours repoussée à plus tard, d'un programme "anti-crise" qui devrait énoncer les priorités aux différentes réformes envisagées.

Si donc, dans les faits, la Bulgarie n'a pas encore réussi à traduire ses bonnes intentions, dans les faits également les pays occidentaux se sont jusqu'à présent cantonnés dans des promesses concrètes certes mais dont l'exécution reste liée aux progrès qu'accomplira ce pays tant sur le plan politique qu'économique. Autrement dit, la Bulgarie est mise au bénéfice du doute. Au bénéfice, parce qu'elle essaie sérieusement d'accomplir son évolution d'une manière progressive et pacifique (personne ne veut d'une nouvelle Roumanie); du doute parce que le PC, détenant encore toutes les rênes du pouvoir, n'a pas apporté la preuve qu'il est capable de se réformer et encore moins d'accepter le partage du pouvoir avec une opposition qui, à vrai dire, n'est pas, elle non plus, très convainquante.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

(H. Borner)